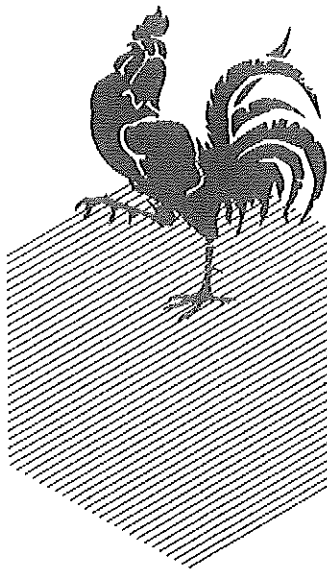




Wallonie- FRANCE

Expression libre, démocratique
et pluraliste

Poste de Liège X
Trimestriel
Septembre / octobre 1999
N° 26

Directeur : André SCHREURS ; secrétaire de rédaction : Jacques LIENARD ; éditeur responsable : Laurent LERUTH

LA FLANDRE A CHANGE ? UNE VRAIE PRIORITE POUR LA WALLONIE : LA RELATION A LA FRANCE

Trois mois après les élections du 13 juin, je n'ai rien à changer à l'analyse que je faisais dans la dernière livraison de *Wallonie-France* (1). La fait capital qui résulte du scrutin n'est pas la montée circonstancielle des Verts en Wallonie et à Bruxelles, mais la progression constante des formations séparatistes et indépendantistes en Flandre où, rappelons-le, la *Volkspartij* et le *Vlaams Blok* totalisent 26 % des voix, soit près d'un million d'électeurs. Si l'on y ajoute une partie du CVP - dont plusieurs parlementaires étaient présents le 25 août au pèlerinage de Dixmude (2) - et aussi du VLD, on n'est pas loin des 50 % !

Les rodomontades d'Elio Di Rupo et sa main tendue à "nos amis flamands" (3), ou les propos lénifiants de Daniel Ducarme pour qui "la Flandre a incontestablement changé" (4) - Louis Michel, c'était quand même autre chose ! -, n'y changeront rien. Le nouveau ministre-Président flamand, Patrick Dewael, a un autre style et une autre approche que son prédécesseur Luc Van den Brande, mais il n'en est que plus dangereux. Le ton doucereux de ce gentleman ne doit pas faire oublier qu'il a voté, comme tous les autres représentants de son parti, les cinq revendications du Parlement flamand (5), qui sont toujours bien présentes dans son esprit.

Invité à Bruxelles (pourquoi pas en Wallonie ?) par Elio Di Rupo, Patrick Dewael a déclaré : "Nous sommes tous deux convaincus qu'il est de notre intérêt de sortir d'une logique de confrontation communautaire" (6). Pour concrétiser ses paroles, il se rendra à Namur le 18 septembre, pour "les" fêtes de Wallonie, tandis qu'Elio Di Rupo sera invité à "la" fête flamande du 11 juillet ... 2000. S'il s'y rend - mais sera-t-il encore à la tête du gouvernement wallon à ce moment ? - il sera sans doute félicité et applaudi à son retour à Namur pour avoir "sauvé la Belgique". Chamberlain et Daladier ne l'avaient-ils pas été en 1938, en rentrant de Munich, pour avoir "sauvé la paix" ? Sans doute n'avaient-ils pas lu *Mein Kampf*... Le ministre-Président wallon a-t-il, quant à lui, bien lu l'interview que Patrick Dewael a accordée à *La Libre Belgique*, sous le titre éloquent : "Le ministre-Président impose un nouveau style, mais les revendications (flamandes, ndlr) restent là..." ? Après avoir affirmé qu'il s'est "toujours prononcé en faveur du maintien d'un Etat fédéral", Patrick Dewael présente habilement les revendications du Parlement flamand comme "une amélioration de la gestion de l'Etat", par la réalisation de "paquets de compétences homogènes"... Mais il ne peut s'empêcher de conclure : "il serait dangereux et naïf de croire que l'on peut mettre un point final à la réforme de l'Etat", car "les institutions sont évolutives..." (7).

Quant au CVP, il "n'a plus de raison de jouer la carte Belgique". C'est ce que déclarait à *La Libre Belgique*, à la veille de la fête nationale flamande du 11 juillet, M. Lieven De Winter, politologue chargé de cours à l'Université catholique de Louvain et à la KUB (8). Par ailleurs, contrairement au Rassemblement wallon jadis, "la *Volksunie* veut survivre et va se radicaliser en demandant l'indépendance de la Flandre". Toujours dans *La Libre*, Jean Daloze, en livrant ses "Premières impressions", s'interroge : "Se prépare-t-on à des connivences entre socialistes francophones et forces politiques flamandes, comme cela a toujours été le cas dans toutes les négociations communautaires antérieures ? (...) De toute évidence, le problème communautaire donnera lieu à des débats gravissimes. (...) La volonté laïciste de jeter dehors le PSC et le CVP sera-t-elle plus forte que le déferlement communautaire à venir ?" (9).

La Flandre a changé ? Royer, le talentueux caricaturiste du *Soir*, n'y croit guère, comme en témoigne le dessin que nous reproduisons ci dessous à l'intention des (trop nombreux) Wallons naïfs (10).



Elle n'a pas changé à Dixmude, en tout cas, où Lionel Vandenberghe, le président de l'*Ijserbedevaartkomitee* n'a pas les mêmes raisons que le ministre-Président Dewael d'user d'un langage diplomatique : "La Flandre est toujours pied et poing liée à l'Etat belge. Elle ne peut pas encore lever d'impôts. Elle ne peut toujours pas organiser elle-même sa sécurité sociale. Elle ne peut pas parler d'une voix propre en Europe et n'a pas de siège aux Nations Unies", a-t-il déclaré le 25 août devant 20.000 Flamands (11). Alors, la main tendue d'Elio Di Rupo à nos amis flamands ? *Ja, maar om te scheiden*, avait-il lancé aux *Waalse vrienden*, il y a deux ans...

En Wallonie aussi, le style et le ton officiels ont changé. On va voir ce qu'on va voir ! Le nouveau ministre-Président a commencé son mandat "vite et fort". Il "met un tigre dans le moteur wallon" (12). Il propose aux Wallons un "contrat d'avenir" qui engage tout le gouvernement wallon, avec trois priorités : le développement économique durable, l'aide aux régions de Wallonie les plus pauvres (bassins industriels de Liège et du Hainaut) et l'aide à la jeunesse en modernisant et en développant l'enseignement technique et professionnel, et en promouvant l'étude des langues. Quelles langues ? Le néerlandais, bien sûr ! "Le néerlandais d'une manière générale et l'allemand dans l'est de la Wallonie". Avec cette idée géniale, que *La Meuse* trouve "généreuse" (!?) : "Je vais proposer aux responsables de l'enseignement de permettre l'envoi, pendant six mois, de jeunes Wallons en Flandre. Et vice-versa" (13). Oui,

vous avez bien lu : en Flandre, pas en France... Pas un mot des échanges d'étudiants avec l'Hexagone, de l'harmonisation des méthodes d'enseignement entre les deux pays, des multiples possibilités que la République voisine offre, dans leur langue, aux jeunes Wallons.

Pas un mot non plus de l'étude de l'anglais, grande langue internationale, dont on sait qu'il est choisi comme première langue étrangère, en Wallonie, par plus de 50 % des parents d'élèves de l'enseignement officiel. Pour le fils d'immigré italien comme pour la comtesse Tessa de Broqueville (14), c'est l'apprentissage du néerlandais qui est prioritaire. N'est-ce pas la 2^e langue "nationale", celle des "Belges néerlandophones", de nos *Vlaamse vrienden*, celle dont on demande la connaissance dans beaucoup d'offres d'emploi **actuelles**. Il faut être réaliste, voyons ! Et penser (?) belge, même si la Belgique n'en a plus pour longtemps... Plus tard, on verra bien.

La relation à la France ? Le nouveau ministre-Président n'en a cure, alors qu'elle est pourtant essentielle pour la Wallonie. Notre ami André Patris l'a clairement démontré dans son essai de géopolitique wallonne (15). **Proposer aux Wallons un "contrat d'avenir" sans y inclure la relation à la France, qui conditionne précisément cet avenir, est un leurre, un non-sens, un attrape-nigaud.** Mais l'avenir, pour Elio Di Rupo, se situe-t-il au delà des quatre ans de l'actuelle législature ?

Pauvre Wallonie, pauvres Wallons abusés, si souvent trahis par leurs dirigeants politiques ! Combien de mous, de médiocres, de fanfarons, pour un grand leader comme André Renard (qui s'en souvient ?) et quelques hommes d'Etat comme Jean Rey, Joseph Merlot, François Perin, Jean Gol ou Guy Spitaels ? Faudra-t-il, pour forcer la classe politique wallonne à bouger, que nous portions tous ensemble le combat sur le terrain électoral, comme le Rassemblement wallon le fit avec succès pour faire avancer la fédéralisation de l'Etat belge ? Un score général de 5 %, pour commencer, est un objectif que l'on pourrait raisonnablement escompter. A moins que quelques représentants wallons fiers et décidés, conscients des vrais intérêts économiques et culturels de la Wallonie, ne parviennent à entraîner un nombre significatif de nos élus, comme en 1945 ? On peut toujours rêver...

Avant d'envisager une nouvelle stratégie, il est urgent que les différents groupements wallons qui s'inscrivent dans une perspective d'association ou d'union avec la France, quelle que soit leur forme d'action, s'unissent dans une seule organisation, souple, ouverte mais solide, qui puisse parler d'une même voix à notre population. Qu'en pensent nos amis ?

André SCHREURS

-
- (1) *Wallonie France*, n° 25, 2^e supplément du 24/6/1999
 - (2) Notamment Luc Martens, Mía De Schamphelaere, Ludwig Caluwé, Pieter De Crem, Herman Suykerbuyk et l'ancienne ministre Brigitte Grouwels, représentant ensemble plus de 150.000 Flamands. Voir *La Libre Belgique* du 30 août 1999.
 - (3) Cf *Le Matin* du 16/7/1999.
 - (4) Déclaration au *Soir* du 10/9/1999.
 - (5) Rappelons qu'il s'agit de l'autonomie fiscale et financière, de la régionalisation des lois provinciales et communales, de la communautarisation des soins de santé et des allocations familiales (partie importante de la Sécurité sociale) et de la cogestion paritaire de la Région bruxelloise. (Cf *Wallonie-France* n° 24, p.2).
 - (6) Cf *Le Soir* du 7/9/1999.
 - (7) Cf *La Libre Belgique* du 3/9/1999.
 - (8) Cf *La Libre Belgique* du 10 et 11/7/1999.
 - (9) Cf *La Libre Belgique* du 10/8/1999.
 - (10) Publiée dans *Le Soir* du 8/9/1999.
 - (11) Cf *Le Soir* du 30/8/1999.
 - (12) Cf *Le Soir* du 3/9/1999.
 - (13) Cf *La Meuse* du 3/9/1999 : "Wallonie : Elio met le turbo !"
 - (14) Cf *Le Ligeur*, fin 1998, Courrier des lecteurs.
 - (15) Cf *Wallonie-France* n° 25, juin-juillet 1999, 26 p. et une carte.

IL S'EST PASSE DES CHOSES LE 13 JUIN

Les élections du 13 juin ont réglé des comptes qui étaient déjà près pour l'apurement en 1995. Depuis la magistrale percée fédéraliste qu'effectua Guy Spitaels en grand styliste de la politique, les partis francophones de la majorité ont joué la carte de l'inertie, le pire des choix dans un Etat qui se lézarde et dans une société qui tremble. Ils en ont subi l'équitable punition. Le PRL peut considérer qu'il la partage, avec son quasi-statut quo malgré les vitamines homéopathiques du FDF et du MCC qu'au fond il n'a pas tort de traiter chichement : c'est une justice à rendre au trio Lagasse-Outers-Spaak qu'il savait se faire payer plus cher ses services au Système. Ecolo, lui, tire le bénéfice d'une opposition où il a su garder une image de force du changement, mais il n'y a rien là qui puisse spécialement réjouir le patriote wallon.

Etranges élections. Elles devaient être cruciales et, à mon avis, c'est ce qu'elles furent, mais la guerre - inique - contre la Yougoslavie et le scandale adventice de la dioxine en ont masqué l'enjeu communautaire qui s'empilait sur le tapis au début de l'année. Pourtant, ce dont personne n'a parlé (sauf le *Vlaams Blok* et la *Volksunie*), tout le monde y pense. L'histoire n'a pas tourné en rond. Elle se déroule en spirale évolutive. Nos fédéralistes vont être aux prises avec une Flandre plus nationaliste que jamais où un *CVP* vaincu, mais encore considérable, joint son souffle à ceux qui tisonnent les braises de la grande discorde du royaume. Le gouvernement flamand s'est placé sur une autre orbite que le gouvernement fédéral. Autrefois, on y aurait vu un signe; on sait aujourd'hui que c'est un effet de la loi nordiste de la gravitation politique. Combien de temps le *VLD* gardera-t-il sa trajectoire? Et les vibratiles et mobiles écologistes dont le premier signal a été de rompre à Bruxelles la symétrie des niveaux de pouvoir?

N'essayons pas de nous composer belle mine à mauvais jeu. Le Mouvement wallon n'a su convaincre ni son peuple, ni ses dirigeants, de recentrer le débat sur la question nationale qui détermine toutes les autres. Or, une analyse fine des événements qui semblaient escamoter celle-ci oblige à conclure que le gouvernement Dehaene a été battu sur le terrain où nous l'attendions. Il préférerait, vers la fin, ne plus se vanter de pacification communautaire et autres fariboles comme la loyauté fédérale, tant la montée en force du séparatisme flamand tournait en ridicule ses gros et niais mensonges. Il s'est présenté à l'électeur avec deux trophées qui se donnaient à voir comme des images de la fresque du *mal governo* d'Ambrogio Lorenzetti, au Palazzo Vecchio de Sienne : l'entrée du franc dans la zone euro et la victoire sur la Serbie. La place me manque aujourd'hui pour m'étendre sur ce qui est présenté comme des fins et qui n'est que le commencement de graves tribulations. Il faut en dire un mot tout de même, car il y va des tactiques de demain.

Je ne reviens pas sur ce que l'austérité préalable à l'euro coûte encore à la Wallonie. La catastrophe qu'elle a fait fondre sur l'enseignement, plusieurs générations devront en payer les conséquences. On verra mieux plus tard aussi les pertes et manques à gagner qu'elle inflige à notre économie, agencée comme elle l'était pour sauvegarder les exportations flamandes. La fameuse monnaie européenne devait nous mettre à l'abri des spéculations monétaires, faire pâlir les billets verts des Etats-Unis et détendre les taux d'intérêts. Elle s'avère faiblarde et avide de nouveaux sacrifices. Déjoués dans leurs prévisions, sans vergogne apparente, ses opérateurs professent que sa basse cote favorise les exportations vers les marchés extérieurs. C'est encore un demi mensonge, car le Japon et les Etats-Unis faussent le mécanisme classique par un protectionnisme camouflé qu'ils font absoudre par les organisations internationales. Mais je m'empresse d'ajouter qu'un euro fort aurait d'autres nuisances. L'erreur fondamentale est d'avoir voulu faire de la monnaie le substitut d'un projet de société tragiquement absent de la réalité eurocratique.

La vieille, l'ardente amitié franco-serbe est morte dans les feux de Bellone. Qu'allaient faire la France et la Wallonie dans cette croisade américaine? Les bombes ont écrasé une nation qui croyait aux nations plus qu'aux marchés. Elles sont tombées aussi sur notre Sécurité sociale, sur nos services publics et sur la volonté populaire face aux tyrannies de la jungle néo-libérale. On se battait, paraît-il, pour les Albanais du Kosovo. Comme les Somalis d'il y a six ans, on s'aperçoit que ces victimes l'étaient d'abord de leurs propres actes et que, pour dire le moins, elles valaient bien leurs bourreaux. On n'a pas voulu peser les éléments d'une histoire qui nous reviendra avec force en pleine figure. Régis Debray a pu prendre les accents de la vérité avant d'être submergé sous les insultes et les quolibets des maîtres des médias : "On peut dire qu'une tête est américanisée quand elle a remplacé le temps par l'espace, l'histoire par la technique et la politique par l'Evangile (...). Pour recoller les morceaux, il eût fallu à l'Europe un de Gaulle, c'est-à-dire une lucidité doublée d'un caractère, capable de devancer l'avenir parce que rendant à l'actualité la profondeur du temps" (*Le Monde* du 1^{er} avril 1999).

Il dénonçait ainsi la philosophie d'un empire qui perdra les Etats-Unis eux-mêmes s'ils n'y prennent garde et dont Marie-France Garaud stigmatisait le 23 mars, dans le même journal, "Les rododromes humanitaires et la planification incantatoire des droits de l'homme"... qui seraient splendides si le grand hégémon les appliquait à des adversaires plus puissants, à ses propres vassaux et à des leaders qui se couvrent de sang sur des territoires sans intérêt pour le Big Business. Celui-ci se moque bien des Serbes et des Albanais : c'est l'Europe des patries qu'il a voulu terrasser, car là où il n'y a plus de patrie il règne sans partage, jusqu'à ce qu'il se détruise lui-même, destin que lui assigne son aveugle logique.

Eh bien, les Wallons et les francophones de Bruxelles ont sanctionné ceux qui osaient se vanter de ce gâchis (1). Les scandales de la pédophilie et de l'alimentation animale avaient préparé les consciences à la bonne vision politique. Notre sécurité, notre cohésion sociale, toutes les conditions du progrès requièrent un Etat efficace, laissant vivre le marché (le vrai) sans permettre ses débordements. Au fond, nos politiciens ne disent pas le contraire. Comme tout le monde, ils veulent plus d'enseignants, plus de magistrats, plus de policiers, plus d'agents au service public. Mais comment les paieront-ils dans le carcan budgétaire de l'euro? Comment et avec quoi ranimeront-ils l'indispensable agriculture qui leur tend ses ardoises lourdement chargées?

Il y a une révolution à faire et le passé s'enkyste. Accueillie avec une indignation sourde que nos partis au pouvoir vouent impudemment à l'amnésie, la prolifération des portefeuilles communautaires et régionaux ne serait rien s'il y avait quelque chose de neuf dans les programmes. Mais ceux-ci ne sont que répétitions et bégaiements. Les caciques croient-ils donner l'illusion du neuf en donnant quelques places d'exécution de plus à des femmes et à des jeunes qui, sortis de leurs viviers, leur ressemblent comme des clones?

La révolution ne viendra pas des fonds anciens. Elle peut jaillir d'un sursaut patriotique. J'ai écrit dans le temps que le PS n'enrainerait son déclin (difficilement réversible s'il tombe sous la barre des 30 %) qu'en se trempant aux sources du jacobinisme. *Mutatis mutandis*, le conseil s'adresse aux autres. Ils n'en prennent pas le chemin. Tant pis pour eux, tant pis pour nous. Mais la Wallonie vivra plus qu'eux et nous. Quelqu'un, quelque chose changera. En 1991, Spitaels n'était pas celui que nous attendions. Et pourtant...

Jacques ROGISSART

(1) C'est curieux comme on a tu le plus possible les abstentions aux élections européennes.

NOS RELATIONS AVEC LA FRANCE : II - LE TEMPS DES "ÉVOLUTIONNAIRES"

Nous publions ici la suite de l'article paru dans le numéro 23 de *Wallonie-France*, pages 6,7 et 8, sous le même titre. Cette seconde partie envisage de mettre fin à un tête-à-tête stérile entre Wallons et Bruxellois, la Wallonie devant, pour sa part, s'arrimer à la France.

Ce n'est pas seulement au plan prometteur de la coopération économique entre régions frontalières que le bât blesse. Les avancées sont nulles ou minimes dans le vaste domaine des affaires culturelles au sens large parce que la décantation des rapports entre la Wallonie et Bruxelles est constamment ajournée faute d'un cadre adéquat. Toute analyse géopolitique serait viciée dès le départ si la quête de l'identité wallonne n'apparaissait pas comme le facteur déterminant d'un regroupement des forces de la famille française. Vérité crue : la Wallonie a les attributs d'un État, elle continue à se dérober à une option nationale. Les territoires qui la composent sont orphelins de leur passé respectif, l'histoire de l'État belge ayant été ordonné autour de la Flandre. Et ils le resteront aussi longtemps que la Communauté française, dont la nécessité n'est pas mise en cause, n'aura pas été réformée dans une optique fédérale. Aux Wallons de rechercher eux-mêmes leurs racines, de s'affranchir des contraintes que la centralisation faisait peser sur eux, de lever l'interdit jeté même sur l'évocation de leurs rapports avec la France au rebours de la philosophie de l'intégration européenne.

Portée par l'essor de son économie au terme d'un long combat pour son identité, la Flandre se détache progressivement du moule belge dans lequel la Wallonie est toujours engluée. Celle-ci a, pendant des générations, nourri un appareil centralisé et s'est vidée de sa substance. Aussi sa solidarité avec la région centrale, à imposante majorité de langue française, requiert-elle impérativement un aménagement d'une institution commune inspirée par une volonté de symétrie entre le Nord et le Sud. Et cela au mépris des réalités de base : les Flamands de Bruxelles se fondent dans la masse du peuple flamand, les Francophones de l'endroit ne se réclament pas du peuple wallon. La montée en puissance des régions ne pourra qu'accuser le contraste, raison pour laquelle une refonte de la Communauté française devient un objectif prioritaire aussi bien au profit de Bruxelles-français que de la Wallonie. Car Bruxelles, en retardant ou en s'opposant à l'émergence d'une Wallonie politiquement émancipée et désormais tournée vers la France, perdrait son meilleur point d'appui.

Le personnel politique wallon a vécu au diapason d'une population peu attirée, vu son conservatisme foncier, par une mise en question des structures d'État. Les Flamands rêvent de voguer vers le large qu'il en est encore à défendre la ligne Maginot du fédéralisme interne. La Flandre se pose en nation, la Wallonie, empêtrée dans sa relation avec Bruxelles, retarde l'heure d'un choix dérangeant pour beaucoup. Comment s'en étonner quand on sait que la presse bruxelloise continue comme par le passé à donner le ton, que l'Histoire de Belgique, version francophone, n'est pratiquement plus enseignée, que la radio et la télévision sont les porte-parole de l'orthodoxie belgeoisante, que les Français sont des *étrangers* et les Flamands des *compatriotes quand même*.

Le tableau n'a pas à être noirci à dessein. Il appelle une thérapeutique que les pouvoirs publics, trop inféodés au système, ne sont pas présentement capables d'administrer, quelles que soient les velléités qui se font jour ici et là. Reste le recours d'une démarche citoyenne qui, libre de tout engagement partisan, s'efforcerait de frayer la voie d'un avenir wallon au côté de la France, par une exploitation méthodique des possibilités que l'Union européenne offre à ses adhérents, Bruxelles ne pouvant qu'être confortée par un regroupement de la famille française. Un groupe de personnalités des deux régions s'est engagé dans cette voie en 1997 et a invité les parlementaires de langue française des deux pays concernés à soutenir la création d'une cellule mixte de géopolitique qui doit avoir pour

mission l'examen en commun des problèmes relatifs aux habitants et aux territoires de la zone linguistique française, spécialement dans les régions situées de part et d'autre de la frontière. Appel entendu avec sympathie par des dizaines de mandataires publics et relayé, en 1998 par la jeune ASBL *France-Wallonie-Bruxelles* dont le siège est à Paris.

Selon toute vraisemblance, va se mettre en place, dans les mois à venir, un noyau de spécialistes de diverses disciplines décidés à faire apparaître le *manque à gagner* qu'engendre l'isolement de la Wallonie face à la France à une époque de transition où les rivalités princières d'un lointain passé et les appréhensions anglaises de l'après Waterloo ont perdu tout fondement. Il va falloir dire et redire que le bulletin de santé médiocre de l'économie wallonne est dû, pour une part non négligeable, à des facteurs d'ordre géopolitique qui font fi des acquis récents de la société européenne. Relire un passé occulté où se décèleront parenté et connivence entre les Hainauts, les Ardennes, les Lorraines, établir un bilan des carences de la coopération intergouvernementale au XXe siècle, détecter sur le terrain les domaines - voies de communication, aménagement du territoire - qui se prêtent à des actions coordonnées dans un contexte politique amélioré. Le tournant au devant duquel nous allons se situer dans les toutes prochaines années, selon des révisions concordantes des éléments politiquement les plus actifs du Nord et du Sud. Les Flamands s'y préparent ouvertement. D'un autre côté, compte tenu des particularités géopolitiques de la famille française, il est capital que des éclaircisseurs débroussaillent le sujet et qu'ils entament cette prospection à trois, mettant de la sorte un point final à un tête-à-tête stérile entre Wallons et Bruxellois.

Pour la première fois et en harmonie avec les tendances profondes de l'époque, des citoyens qualifiés français, wallons et bruxellois, vont prendre la mesure des problèmes de toute nature qui se posent dans un périmètre précis. Initiative prise, répétons-le, en marge des pouvoirs publics, et qui ne va pas sans une liberté de ton quand s'annoncent des ajustements institutionnels. Si on nous passe un néologisme qui est dans l'air du temps, ils n'ont pas à être des révolutionnaires mais des *évolutionnaires*. Si on accepte de prendre un peu de hauteur, il est possible d'agir en faveur de la famille française d'aujourd'hui tout en ménageant scrupuleusement les intérêts de la famille néerlandaise là où existent des points de friction. Il n'y a pas de compromis dans un cadre exclusivement belge mais n'en est-on pas convaincu dans des cercles de plus en plus larges? Bruxelles cessera, à la satisfaction générale, d'être un enjeu si la Flandre et la Wallonie trouvent chacune les conditions de leur sécurité et leur épanouissement. La Wallonie va devoir s'arrimer à la France. Comment? Il appartiendra aussi au groupe de travail en voie de constitution d'examiner sereinement toutes les facettes d'un problème qui a ses prolongements à Bruxelles, en Flandre et même au delà.

Des experts indépendants peuvent évoluer avec aisance sur un terrain miné pour des représentants politiques. Le statu quo n'étant pas tenable, il est d'utilité publique que s'amorce, entre citoyens de langue et de culture françaises, une réflexion sur l'adaptation du paysage politique aux besoins et aspirations des uns et des autres.

André PATRIS

Robert Collignon, ministre-Président du précédent gouvernement wallon :

"Les provinces wallonnes de la France que nous sommes sont désormais reliées à leur capitale qu'est, somme toute, Paris .

(Paroles prononcées lors de l'inauguration de la dorsale wallonne TGV en décembre 1997).

"Je suis profondément de culture française. L'identité et la culture sont des choses différentes. Notre avenir s'inscrit dans la Francité.

(Déclaration au micro de la RTBF à Samedi première le 13 mars 1999)

LA FÊTE DU 14 JUILLET A LIEGE

Cette année encore, la fête du 14 juillet à Liège a connu un grand succès de foule. Environ 30.000 personnes se pressaient aux abords et en face du Palais des Congrès pour admirer le feu d'artifice.

La presse a reçu le texte ci-après, dont des extraits ont été publiés par *Le Soir* et *La Libre Belgique* notamment. Il était cosigné par MM. André Hayot et André Schreurs en leur qualité de vice-présidents de l'ASBL "Fêtes et Amitiés Françaises", qui organise la fête depuis 1945

Rappelons que c'est en 1936 que les Liégeois organisèrent pour la première fois avec leurs amis Français, les cérémonies et festivités du 14 juillet, pour protester contre la rupture par la Belgique des accords militaires franco-belges et la funeste politique de neutralité instaurée par le gouvernement belge, sous la férule du roi Léopold III cédant à la pression flamande. Elle conduisit au désastre que l'on sait.

Une fête "nationale" franco-liégeoise

Pour un certain nombre de Liégeois, le 14 juillet est d'abord, comme pour les Français, la Fête Nationale de la France. C'est pour eux une occasion d'exprimer leur attachement à la grande Nation-sœur. N'ont-ils pas partagé son sort, à l'heure de la défaite comme à celle de la victoire, lors des deux dernières guerres mondiales, après avoir, un siècle plus tôt, servi en grand nombre dans les armées de la République et de l'Empire?

Dès lors, le 14 juillet est en quelque sorte pour eux, une fête "nationale" franco-liégeoise, "la plus liégeoise des fêtes nationales" (*La Meuse* du 09/07/1989), ou "la plus française des wallonnes" (*La Libre Belgique* du 07/07/1999).

L'historien français Michelet ne s'y est pas trompé, lui qui a appelé Liège la "petite France de Meuse" et, arrivant à Liège, Dumouriez ne s'est-il pas exclamé : "Cette nation, vraiment digne de liberté, est une seconde nation française". Liège est "un petit coin de France perdu en Belgique", a écrit pour sa part Alexandre Dumas.

La fête de l'amitié entre la France et Liège

Liège, où l'on parlait déjà au XIII^e siècle un dialecte proche de celui de l'Île-de-France, n'est pas seulement française par la langue. Pour de nombreux Liégeois, elle l'est aussi par l'esprit et par le cœur. C'est tout au long de son histoire que Liège a manifesté son amour pour la France

"Les Liégeois aiment naturellement les Français", écrivait déjà en 1400 le chroniqueur Jean de Stavelot. Ce sentiment s'est exprimé à de nombreuses reprises : au XVII^e siècle, où il existait dans la Principauté un parti pro-français, les Grignoux, dirigé par le bourgmestre Sébastien Laruelle, qui paya de sa vie sa fidélité au roi de France; lors de la période révolutionnaire, de 1789 à 1793, qui aboutit à la réunion du Pays de Liège à la France; en 1830-1831, quand le Congrès national, à l'instigation des Liégeois, offrit la couronne de Belgique au roi des Français Louis-Philippe, puis à son fils, le duc de Nemours, qui fut élu roi des Belges le 3 février 1831, avant la désignation finale de Léopold 1^{er}, le 21 juillet.

La commémoration des révolutions française et liégeoise de 1789

Le 14 juillet, c'est aussi, à un mois près, l'anniversaire commun des révolutions française et liégeoise de 1789 qui, tant à Liège qu'à Paris, ont modifié profondément les rapports sociaux en abolissant les privilèges de l'Ancien Régime et en faisant reconnaître les droits de l'homme et du citoyen.

Rappelons brièvement les faits

Les Parisiens prennent la Bastille le 14 juillet 1789. Un mois plus tard éclate à Liège "l'heureuse révolution" du 18 août. Le prince-évêque s'enfuit. Le 26 août, c'est au tour du Pays de Franchimont de se révolter. S'ouvre alors le Congrès de Polleur qui, le 16 septembre, vote une Déclaration des droits de l'homme plus radicale que celle adoptée à Paris le 27 août. Le 14 juillet 1790, Liège est représentée à la grande Fête de l'Unité française, organisée à Paris. Le 12 janvier 1791, l'armée autrichienne envahit Liège et rétablit l'Ancien Régime. Les patriotes liégeois se réfugient en France. Le 28 novembre 1792, les troupes françaises, commandées par Dunouriez, libèrent Liège. Une Convention nationale liégeoise est élue au suffrage universel. Le 16 janvier 1793, un plébiscite est organisé et les Liégeois votent librement la réunion du Pays de Liège à la République française. Ce vœu est accepté par la Convention nationale qui, le 8 mai 1793, vote un décret "portant réunion du pays de Liège à la France". Entre temps, les Autrichiens ont réoccupé Liège depuis le 5 mars. Cette deuxième occupation autrichienne durera jusqu'au 27 juillet 1794, date à laquelle l'armée française, aidée par le peuple d'Outremeuse, libère de nouveau Liège. En s'enfuyant, les Autrichiens incendient le quartier d'Amercoeur, que Bonaparte, Premier Consul, fera reconstruire (d'où le Quai Bonaparte).

La fête de la Francité, des droits de l'homme et de la démocratie

En fêtant le 14 juillet, beaucoup de Liégeois veulent également marquer leur attachement à la langue et à la culture française et à toutes les valeurs qu'elles représentent. Le fait que le français soit la seule langue officielle de la Commission internationale des Droits de l'homme n'est-il pas significatif?

L'occasion privilégiée de fêter la belle et douce France, la commémoration des révolutions française et liégeoise de 1789, la célébration de l'amitié entre la France et Liège - cette vieille histoire d'amour - la promotion de la langue et de la culture française, la défense des idéaux d'humanisme, de liberté et de démocratie qu'ils ont en commun avec les Français : voilà les principales raisons qui incitent les Liégeois, chacun selon sa sensibilité, à faire la fête le 14 juillet.

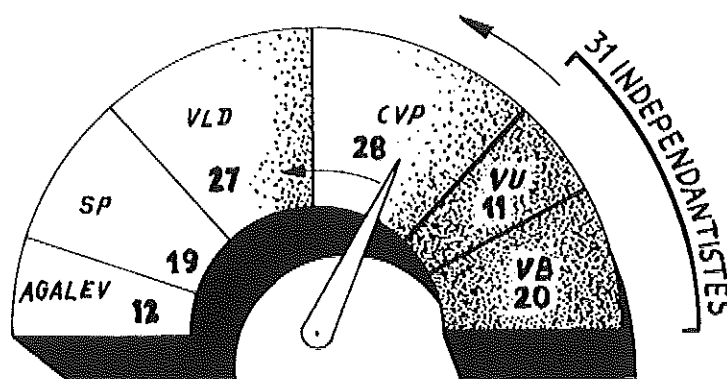
LE NOUVEAU PARLEMENT FLAMAND

Issu des élections du 13 juin 1999

Formé de 118 députés (1), le Parlement flamand compte désormais 31 représentants indépendantistes avérés : 20 *Vlaams Blok* et 11 *Volksunie*, soit 26,27 %.

Minorité certes, mais tellement active que cela promet de beaux jours aux "pacificateurs".

(1) Le dessin ne reprend pas le 118^e député, seul élu de la liste Union Francophone dans la périphérie de Bruxelles.





M. Denis GRIESMAR, président de l'Association française des Traducteurs, nous écrit :

Saint-Félix (Oise)
Le 12 juillet 1999

Je vous écris après un long silence pour vous remercier de l'envoi de votre bulletin *Wallonie-France* auquel je vais m'abonner régulièrement. Je ne pourrai malheureusement pas me trouver à Liège le 14 juillet cette année, ce que je regrette car je m'y suis rendu dans le passé à cette date et j'en ai gardé un très bon souvenir. Ce sera pour l'an prochain.

Je voulais simplement vous faire part de quelques réflexions qui me sont venues à la lecture de votre bulletin, dont j'ai pu apprécier les analyses si pertinentes. Vous m'avez convaincu que l'avenir de la Wallonie passe par une association très étroite avec la France, si ce n'est même une "réunification" qui ne devrait pas plus choquer que la réunification allemande. Les esprits semblent évoluer assez vite dans ce sens en Belgique.

Le fond du problème se situe en France, où un véritable voile semble empêcher la plupart des commentateurs de voir la réalité en face. Sans doute ont-ils peur de s'avouer qu'il sont à la remorque du monde anglo-saxon et que le tabou de Waterloo agit encore. Le Wallon est en France l'homme invisible, auquel continue de coller à la peau une étiquette belge totalement défraîchie.

En outre, nos journalistes ont du mal à concevoir qu'on puisse être aujourd'hui patriote tout en étant ouvert sur les autres cultures, ni "frileux", ni "replié", ni partisan de je ne sais quel extrémisme, mais simplement désireux d'affirmer la pertinence et la pérennité de la nation, cadre par excellence d'exercice de la démocratie. Le récent débat sur la décision du Conseil constitutionnel quant à l'incompatibilité de notre Loi fondamentale avec la Charte européenne des langues régionales l'a bien montré. Seules quelques mises au point comme celle de Pierre Avril et Jean Gicquel (*La Constitution est-elle devenue ringarde?*) dans le journal *Le Monde* daté du 1^{er} juillet 1999, ou l'éditorial de Denis Jeambar (*Garder sa langue*) dans *L'Express* du 1^{er} au 7 juillet, ont pu remettre les choses à leur place pour qui voulait bien raison garder. Mais nous savons bien qu'il ne suffit pas aujourd'hui d'avoir raison : il faut avoir raison médiatiquement.

Il nous faut donc sans cesse réexpliquer pourquoi nous tenons tant à nos principes républicains (héritiers bien sûr du long travail des légistes royaux), à notre notion de la citoyenneté, qui n'est ni tribale ni raciste, et à notre langue, le français, qui doit être partout présente, parce qu'elle est la condition de l'intercompréhension, et au delà, de la volonté de vivre ensemble; et aussi, parce que c'est indispensable, du maintien de règles de base. Ces règles peuvent paraître irréalistes (comme le fameux "nul n'est censé ignorer la loi") : elles fixent la direction à suivre lorsque d'aventure le pays risque de s'égarer ou que tel ou tel principe a été bafoué.

Au reste, aucun peuple ne peut vivre sans un imaginaire qui le fonde comme tel, et la France, au cours de sa longue histoire, a connu suffisamment d'épreuves pour que nous puissions en tirer quelques leçons. Une, notamment, qui nous paraît claire : le communautarisme à l'américaine n'est pas fait pour nous, et nous semble gros de danger pour la planète entière. Nous ne saurions nous résigner à la prétention d'un seul empire à régenter le monde, et nous sommes autre chose qu'un amas de "tributs" que l'on peut bombarder, métaphoriquement ou non, pour exercer son "leadership". Nous sommes viscéralement régnicoles, et non impérieux, et la substitution du dollar au thaler n'y a rien changé.

C'est justement cet ascèse janséniste et gallicane, comme aurait dit Verlaine, lorsqu'elle est bien comprise, qui nous permet d'accueillir sans danger l'immense diversité

de nos terroirs. La France des quatre cents fromages que décrivait le général de Gaulle est justement le pays qui résiste le mieux à la "mondialisation" que voudraient nous imposer les grandes multinationales anglo-saxonnes, et face à laquelle nous devons maintenir certaines règles : il faut savoir distinguer ce qui est un but de ce qui est un moyen.

Et c'est ici que nous revenons à la Wallonie, dont la pensée ne nous a en réalité jamais quittés. Il serait tragique que, par méconnaissance d'eux-mêmes, les Français se montrent incapables d'accueillir les Wallons, si telle est leur volonté, au sein de la République. Certes, des réformes sont souhaitables; certes, l'équilibre entre les différents échelons territoriaux est à améliorer, les doublets sont à supprimer, l'administration est à alléger : il s'agit là d'un vrai défi, et parfois d'un vrai sacrifice pour les politiques. Mais la réunion de la Wallonie à la France pourrait justement en être le déclencheur, et nous permettre à tous de mieux répondre aux défis du nouveau siècle. Dans cette perspective, il n'y aurait donc plus de demandeur, mais une tâche à mener à bien ensemble. Car la France veut continuer d'exister, et dans le monde d'aujourd'hui la taille ne sert à rien si elle n'est pas sous-tendue par une volonté.

C'est cette même volonté qui soutient nos associations dans leur lutte pour le maintien du français comme langue internationale, par exemple dans le domaine des brevets d'invention, comme nos amis francophones ont pu en être les témoins lors des diverses manifestations que nous organisons. Je souhaite que le prochain sommet des chefs d'Etats francophones à Moncton, en Acadie, soit l'occasion de réaffirmer cette volonté, et je vous serais reconnaissant d'en faire part aux représentants de Wallonie et de Bruxelles.

* *

*

Dans une seconde lettre datée du 17 août, M. Griesmar ajoute quelques considérations dont nous reproduisons ci-dessous l'essentiel :

...En partant de l'hypothèse la plus probable que les Flamands veulent "lâcher" la Belgique, il reste aux francophones deux solutions : constituer un Etat à eux seuls, ou rejoindre la France. La première solution, que j'ai longtemps envisagée comme étant la plus vraisemblable, présente l'avantage de maintenir ou créer une entité francophone indépendante, avec une voix aux Nations Unies. Mais, est-ce là le plus important? Et la lecture de *Wallonie-France* m'a convaincu que cet Etat ne serait pas viable...

...La seconde solution, si elle correspond aux vœux des Wallons et des Bruxellois, aurait l'avantage d'offrir à tous la stabilité d'un règlement définitif de la question "belge", mal posée au XIXe siècle sous la pression anglaise et à la suite de la défaite des armées françaises.

Mais dans ce cas, à supposer que nous nous entendions sur le but à atteindre, il n'y a pas un instant à perdre. Car la mondialisation va vite, et il importe, face à l'Allemagne réunifiée et au poids des Etats-Unis, de déplacer un peu l'équilibre dans notre sens, et de libérer pour autre chose les énergies aujourd'hui accaparées pour faire face à cette névrose étatique.

La lecture des classiques, à partir de Sun T'seu, confirmera qu'il convient avant tout de reprendre l'initiative.

Il faut considérer la question toujours sous réserve d'évolution suffisante de l'opinion publique francophone en Belgique, car après tout, la France n'a aucune visée impérialiste en la matière, c'est-à-dire qu'elle n'a aucune envie d'annexer quelque population que ce soit contre sa volonté, ni d'engager une action avant que cette volonté se soit clairement exprimée. Mais si un jour tel est le cas, alors il importe de bien présenter les choses.

Puisque gouverner, c'est prévoir, faisons donc un peu de politique-fiction. Excédés par les prétentions contradictoires des Flamands, et désireux de sauver leur sécurité sociale, Wallons et Bruxellois posent la question de confiance : voulez-vous encore que nous vivions ensemble, sachant qu'en cas de refus, la réunion à la France aurait la préférence de la population? Après la réponse prévisible de la Flandre, les élus francophones, tous partis réunis, demandent un référendum. Ce référendum est organisé également, officieusement, éventuellement sous forme de pétition, dans les communes "à facilités", malgré l'hostilité des pouvoirs en place. Devant la volonté clairement manifestée de la population, la France ne peut plus rester officiellement indifférente...

...La France s'empresse de rassurer l'Europe sur le strict respect de la démocratie et de l'équilibre des forces. Elle négocie avec les autorités flamandes, mais aussi néerlandaises. Elle n'a aucune intention agressive, et d'ailleurs, une fois éliminées les sources de conflit suscitées par un Etat artificiel dont personne ne veut plus, de nouvelles convergences d'intérêts apparaissent. La France défend la langue néerlandaise, considérant qu'il vaut mieux que Flamands et Hollandais parlent leur langue plutôt que l'anglais.

Sans doute ce scénario demande-t-il à être affiné. Il faut sans doute le perfectionner à l'aide de "*Kriegsspiele*" en faisant jouer l'avocat du diable et en essayant de prévoir les réactions négatives. Mais on a l'impression que les choses en sont à un point tel que cette issue serait la meilleure pour tous.

Les avantages en apparaîtraient immédiatement. Pour les Wallons, dont l'énergie trouverait à se déployer dans un espace plus vaste, sans être plombés par le poids excessif d'une dette publique due à l'impossibilité de décider sainement dans un état de conflit perpétuel. Pour la France, qui regarderait plus volontiers vers les marchés de l'Europe du Nord, et qui verrait s'améliorer sa situation stratégique, le choc serait de nature à renforcer sa confiance en elle-même, à la manière de la récente Coupe du monde. De plus, il deviendrait plus difficile aux organismes communautaires de traiter par le mépris la réalité fondamentale qu'est la nation. Encore faudrait-il que le Gouvernement français, le moment venu, soit désireux et capable de défendre l'intérêt national.

Sans doute trouverez-vous que je m'avance un peu loin. Si toutefois je vous livre ces réflexions, c'est bien parce que je suis convaincu que la France ne peut plus se désintéresser du sort de ce rameau de notre peuple que représente la Wallonie.

VIVE LA MARIEE !

Selon le professeur Jean Stengers et le "dynastologue" distingué Jan van den Bergh (voir *Le Soir* des 11 et 12/9/1999), le prochain mariage du prince Philippe va renourrir, dans les chaumières comme dans les châteaux, le "mythe royal" et le sentiment que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes belges. Melle Mathilde d'Udekem d'Acoz "répond à tous les critères : bilingue, issue des 'bonnes écoles', née à *Bruxelles*, d'une famille *flamande*, vivant en *Wallonie*..." Simple et charmante de surcroît.

Un regain de belgitude...? "On" avait fait la même analyse lors des funérailles du roi Baudouin et de la grande "marche blanche", au sujet de laquelle le professeur Beaufays s'est magistralement trompé. La nouvelle ferveur populaire retombera comme une crêpe, le mariage princier ne modifiant évidemment rien aux problèmes fondamentaux provenant du caractère artificiel et bi-national de ce pays!

**Nous avons appris avec tristesse le décès de
Madame Irène VRANKEN-PIRSON,
conservateur honoraire du Fonds d'Histoire du Mouvement Wallon
et membre de Wallonie-France.
La rédaction présente ses sincères condoléances à la famille.**

BILLETS SUR LA FRANCOPHONIE

LE 8^e SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

Après trois jours de réunion, le huitième Sommet s'est achevé ce 5 septembre, portant à cinquante-deux le nombre de ses membres. Ce n'est pas un hasard si Moncton abrita ses travaux, illustrant le souvenir des Acadiens du Nouveau-Brunswick qui furent déportés en Louisiane, lors du "grand dérangement" des années 1750, pour avoir résister à l'anglicisation. Cette page douloureuse de l'Histoire du Canada est définitivement tournée aujourd'hui : la Francophonie, sans rancune, a confirmé son orientation vers le plurilinguisme et la diversité culturelle, révoquant la défense frileuse et passéiste d'une langue française exclusive et dominatrice.

La Francophonie sera plurielle, s'accommodant de n'être pas - ou plus - la langue première dans les pays où elle était prépondérante. Ce principe, déjà exprimé à Hanoï voici deux ans, se complète d'une vocation à servir la démocratie et les droits de l'homme, renouant avec le principe républicain du "français, langue de la liberté". Cette mission nouvelle devrait faire l'objet d'un programme dont le secrétaire général M. Boutros-Ghali est officiellement chargé, pour la fin de l'année, veillant à le doter d'un budget adéquat. .

Certes, de nombreux pays d'Afrique francophone couvrent de fréquentes violations des droits de la personne, et la sincérité de leur engagement peut sembler suspecte...

Ils sont cependant soumis aux vives pressions de l'Union européenne et des organisations internationales spécialisées, auxquelles s'ajoutent les actions internes de grands États africains francophones, tels le Sénégal, le Bénin ou le Mali, qui désapprouvent ouvertement l'absence de démocratie de certains de leurs frères et voisins, qui discréditent l'Afrique.

La Francophonie s'inscrit donc désormais parmi les associations internationales qui défendent activement les droits de l'homme, et c'est à Beyrouth, en 2001, que se tiendra le neuvième Sommet, où les premières conclusions seront tirées.

L'objectif strictement linguistique, souvent reproché, est révolu et la Francophonie se tourne vers une dimension qui honore ceux qui parlent français.

Chacun s'en réjouira.

Pierre BERTRAND

L'EUROPE DE L'EST

Ce titre peut surprendre : que vient y faire la Francophonie ? Et cependant, la Roumanie, la Moldavie et la Bulgarie sont membres à part entière de l'Agence de la Francophonie. Nous verrons que cette adhésion se trouve parfaitement justifiée, puisque ces pays ont comme nous, "le français en partage".

La Roumanie, on le sait, participe à la famille latine, et, selon les 23 millions de Roumains eux-mêmes, le français est depuis deux siècles leur "langue de cœur". Après cinquante ans d'isolement dans l'orbite soviétique, où le russe était imposé comme première langue étrangère, aujourd'hui le français est choisi à tous les niveaux pré-universitaires par 50 % des élèves, devant l'anglais, le russe et l'allemand. Dans l'enseignement primaire, un demi million d'élèves étudient le français. Dans le secondaire, ils sont 1.700.000. Seize universités forment des professeurs de français. Depuis trois ans, un journal roumain en français est édité et vendu (*Bucarest-Matin*). Membre de l'Agence depuis 1993, la Roumanie voudrait bénéficier plus largement de professeurs et de livres, afin de mieux répondre à la demande intérieure, avide de français.

La Moldavie (4,5 millions d'habitants) compte 64 % de roumanophones et 26 % de russophones. Entre 1918 et 1940, le français était la seule langue étrangère enseignée. Elle est ensuite devenue la plus parlée de 1945 à 1990, sous le régime pro-soviétique. Sur l'ensemble des élèves, 72 % d'entre eux apprennent aujourd'hui le français, par ailleurs enseigné dès 8 ans à l'école primaire. Plusieurs chaînes de radio et de télévision, comme en Roumanie voisine, diffusent des programmes unilingues en français.

La Bulgarie (8,5 millions d'habitants) voit ses élites parler le français depuis le Moyen Âge. L'ancien réseau d'établissements confessionnels assumait l'enseignement en français ; il est aujourd'hui remplacé par un ensemble de lycées bilingues où notre langue est pratiquée par environ 10.000 élèves. Il existe des établissements pilotes avec équivalence entre les programmes scolaires bulgares et de France. Enfin, parmi les élèves qui apprennent une langue étrangère, 16 % ont choisi le français, tandis que l'université forme quelque 1.000 futurs professeurs qui l'enseigneront.

Il convient de rappeler qu'à l'Est encore, trois pays ont obtenu le statut d'observateur auprès des Sommets de la Francophonie : la Pologne, la Macédoine et l'Albanie.

Ce sont là autant de promesses pour le prochain millénaire!

Pierre BERTRAND
Sénateur honoraire

KOSOVO : SERBES ET ALBANAIS

Si la bataille de *Kosovopolje* (le champ des merles) en 1389 continue d'imprégner la mémoire serbe au point de faire de cette contrée un haut lieu de l'histoire nationale, il n'en reste pas moins vrai que les populations albanaises furent installées en masse dans cette région à la fin du XVII^e siècle (1690-1694) pour remplacer les Serbes chassés par les Ottomans de sorte que les Albanais peuvent, à juste titre, revendiquer aussi cette terre comme celle de leurs ancêtres.

D.J.



**NOUS
AVONS
LU :**

L'ASSASSIN DE NAPOLEON OU LE MYSTERE DE SAINTE-HELENE (1)

Livre d'histoire ou roman policier? L'ouvrage, qui semble tenir des deux genres, expose l'intime conviction du professeur René Maury : Napoléon a été assassiné lentement à l'arsenic!

L'auteur reconnaît très vite ne pas être le premier à soutenir cette thèse et fait référence à l'ouvrage du chirurgien-dentiste suédois Sten Forshufvud, *Napoléon a-t-il été empoisonné?* (Paris, 1961) et à celui des Canadiens Ben Weider et David Hapgood, *The murder of Napoléon* (London, 1982).

Les symptômes de ce type d'empoisonnement sont très mal connus au début du XIXe siècle et n'ont été décrits que récemment, notamment par L. Derobert dans son manuel de toxicologie (2). Sur les 33 symptômes énumérés, Napoléon, dit Maury, en présentait 31 parmi lesquels il relève une toux intense, une pyorrhée alvéolaire, un gonflement des chevilles, une hypertrophie du foie et de la rate ou encore les extrémités des membres glacées. Sans oublier l'apparition, fréquente dans ce cas d'empoisonnement, d'un cancer de l'estomac, ce que justement l'autopsie de l'empereur révéla (3).

Napoléon, soutient Maury (p.253) est mort d'une corrosion aiguë du col du pylore provoquée par une formation de cyanure de mercure résultant de l'administration à fortes doses de sel d'antimoine (calomel) et d'acide prussique sur un organisme discrètement saturé d'arsenic.

Si l'on admet cette thèse, une question vient immédiatement à l'esprit : qui est l'assassin?

Les Anglais ou l'un de ses compagnons d'exil? L'empereur déchu soupçonnait bien la gouvernante britannique. A tort, affirme Maury, Londres n'avait aucun intérêt politique à faire mourir prématurément "le général Bonaparte". Mais peut-être Hudson Lowe, son geôlier toujours sur le qui-vive? "Un imbécile" disait Wellington du personnage, qui était bien incapable de mettre sur pied un plan aussi machiavélique!

Alors, un Français de l'entourage? René Maury l'affirme sans ambages, mais lequel? Il repousse successivement la culpabilité de Gourgaud, du général Bertrand et de son épouse, du secrétaire Las Cases (venu là dans le but exclusif de recueillir les souvenirs du captif et d'ailleurs revenu en Europe plus de deux ans avant le décès de l'empereur), et enfin celle du valet Marchand. Il ne reste donc qu'un suspect : le comte de Montholon dont l'épouse, avec sa permission, aurait, paraît-il, "consolé" Napoléon.

C'est seulement à lui que, selon Maury, le crime pouvait profiter. Personnage trouble, aux "exploits" militaires contestables, Montholon est un authentique aristocrate ruiné qui a agi par cupidité et peut-être aussi qu'animait l'esprit de vengeance vis-à-vis d'un "parvenu". Seul de tous les compagnons de Napoléon, il visait l'héritage (plusieurs millions de francs or déposés dans les banques françaises). Il l'obtint d'ailleurs mais, pour des raisons demeurées obscures, il ne put en profiter. Livre d'histoire ou roman historique? Au lecteur d'en juger.

Autre livre à découvrir :

LA CHAMBRE NOIRE DE LONGWOOD

(ou) **LE VOYAGE A SAINTE-HELENE** (4) de Jean-Paul Kauffmann

L'auteur, qui est bien l'otage détenu par le *Herzbollah* pendant trois ans, a fait le voyage - ou le pèlerinage? - de l'île perdue. On peut sans doute voir dans ces pages l'expression d'un sentiment confraternel pour un autre reclus, sentiment né pendant sa longue captivité au Moyen-Orient. C'est, dit Georges Semprun, "un récit minutieux, cocasse ou dramatique (...) mais aussi une exploration des dernières années de Napoléon et une réflexion sur le sens de l'Histoire".

Précisons juste une chose : J.-P. Kauffmann n'accorde aucun crédit à la thèse de l'empoisonnement de l'empereur mais, en revanche, le fait mourir ...d'ennui !

Jacques LIENARD

(1) Paris, éd. Albin Michel, 1994, 315 p.

(2) *Intoxications et maladies professionnelles*, Paris, éd. Flammarion, 1984.

(3) Peut-être l'assassin savait-il de la bouche même de l'empereur, que son père, Charles-Marie Bonaparte, était mort d'un cancer de l'estomac, le 24 février 1785 à Montpellier, âgé à peine de 39 ans ?

(4) Paris, 1999.



ABONNEMENTS A WALLONIE-FRANCE

* * *

SIMPLE : 500 FB ou 100 FF

SOUTIEN : 800 FB ou 150 FF

ETUDIANT : 300 FB ou 70 FF

à verser au compte

240 - 0547991 - 42 de Wallonie-France à Tilff
pour la Wallonie et Bruxelles,

ou au compte de Wallonie-France à la BRED à Paris :
212-18-1978 (code banque 10107 - code guichet 00118)
pour la France .

Un conseil à nos amis français : préférez le virement au chèque
afin que nous puissions vous identifier.

Comité de Wallonie-France

Président : Jean-Antoine HARDY, 25, avenue du Banneway, 4141 Louveigné
Tél. 04/ 360 72 70

Vice-Président : Jean BONNIVERT - Tél. 04/ 223 66 08.

Secrétaire : Jacques CHARLIER - Tél. et fax 04/ 275 36 20. GSM : 077/29 63 24

Trésorier : Jacques BONNIVERT - Tél. 04/ 388 20 90.

Philippe DETROZ - Jacques DUPONT - Paul DURIEUX -
Jean-Marie JAMOLET - Sébastien LARMUSEAU - Yves LEBEAU - Jacques LIÉNARD -
Pol REMY - André SCHREURS - Jean-Philippe SMEERS

Wallonie-France

Direction : André SCHREURS, 8, rue Naimette, 4000 Liège - Tél. 04/ 224 13 79.

Rédaction : Jacques LIÉNARD, 49 B, av. de Gerlache, 4000 Liège - Tél. 04/ 253 26 47.

Composition : Monique WESMAEL - Télécopieur (Fax) : 04/ 252 09 07.

Éditeur responsable : Jacques CHARLIER, 34, r. de la Baume, 4470 St-Georges/Meuse

Correspondants en France

Charles CONTE, 8, rue Altrincham, F 93150 Le Blanc-Mesnil.
Paul DURIEUX, Font-du-Luc, F 83390 Puget-Ville